ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

18e CIRCONSCRIPTION DE SEINE-ET-OISE — ARRONDISSEMENT DE MANTES

Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste

FÉDÉRATION DE SEINE-ET-OISE

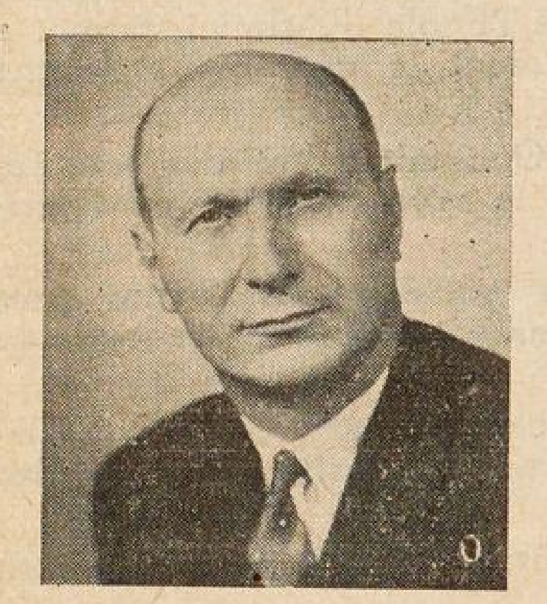
Comité de l'Arrondissement de Mantes

CANDIDAT

Union des Forces Démocratiques (U. F. D.)

POUR L'UNION DES GAUCHES

GUY MONCORGÉ



Electrices, Electeurs,

Quel que soit le gouvernement de demain, celui-ci fera la politique des députés que nous devons élire : s'ils sont réactionnaires — et nous saurons s'ils le sont en voyant ceux qui soutiennent leur candidature — toute la vie de la nation continuera à être sacrifiée à l'intérêt de quelques privilégiés et des monopoles.

Seule, une majorité de gauche permettra que les problèmes soient examinés et résolus dans l'intérêt de tous, c'est-à-dire dans le respect de notre travail et le souci des droits de chacun à l'amélioration de son existence.

Le général de Gaulle ne peut ni tout faire, ni tout savoir.

Les problèmes d'Afrique noire ont reçu la solution que préconisait Pierre Mendès-France, mais la guerre d'Algérie se poursuit dans la confusion et la crise économique menace nos foyers.

Nous autres, nous avons les plus nombreux atteint déjà une position que, vaille que vaille, nous conserverons pour les années à venir.

Mais les jeunes? Ceux dont nous avons la charge tant morale, que matérielle ?

Quelle vie sera la leur ? Elle sera ce que nous en ferons.

Il faut prévoir l'avenir et imposer notre politique.

AGRICULTEURS !

Nous nous adressons d'abord à vous, car comme tout Français, nous sommes de souche paysanne.

Interrogez les sortants sur ce qu'ils ont fait pour vous ; s'ils sont honnêtes, ils devront convenir qu'ils n'ont RIEN fait pour l'Agriculture.

Alors, renvoyez-les, car s'ils n'ont rien fait, ils continueront à ne rien faire !

C'est condamner l'Agriculture que de laisser monter les prix, sauf les prix agricoles à la production, que de supprimer l'indexation des prix !

Il est non seulement possible, mais il est souhaitable pour la totalité des Français, que soit réorganisée une vie normale et heureuse dans les campagnes françaises.

Toutes les exploitations, petites et moyennes, connaissent de grandes difficultés. Mais par l'éducation professionnelle, ainsi que par des prêts à très long terme, et à très bas intérêts, il faut permettre la spécialisation dans certaines productions. N'est-ce pas le désordre que de voir importer en France de la viande, alors que notre pays pourrait développer cette production ?

L'Agriculture a besoin qu'un plan général de la culture française assure la normalisation de la production et la stabilité des prix. La main-d'œuvre rurale verra ses salaires rattachés aux produits et devra être assimilée pour les avantages sociaux à la main-d'œuvre urbaine.

SALARIÉS !

Vous ne devez pas à la fin du mois être à court d'un billet de mille francs si vous n'acceptez pas la double journée de travail qui aboutit au surmenage. Toute solution révolutionnaire étant exclue tant à raison du désordre et des misères qu'elle comporte pour tous, que des circonstances actuelles dans lesquelles se trouve la France, vous devez obtenir par vos représentants des salaires suffisants. Il faut développer le contrôle des investissements des entreprises industrielles, de leurs frais généraux et des subventions.

Il faut assurer des logements autrement que par des entreprises dites « Castors » qui sont inhumaines, ou autrement que par la bienveillance des employeurs : l'Etat doit prendre en charge la construction rapide de logements locatifs décents. L'automation doit profiter à l'ouvrier. Les allocations familiales et de logement doivent être augmentées. Les assurances sociales doivent couvrir l'intégralité des dépenses maladies.

Il n'est pas admissible que les salariés de l'Etat dont on exige une plus grande qualification et davantage de responsabilité, soient moins payés que les salariés du secteur privé.

COMMERÇANTS !

Vous devez comprendre que vous êtes étroitement solidaires de tous vos concitoyens. La misère ou la disparition de l'Agriculture ou le chômage de l'ouvrier entraîneront votre ruine. Déjà certains d'entre vous notamment les gérants de certains magasins de détail, connaissent de grandes difficultés et ne vivent que parce qu'un membre de la famille travaille en dehors du commerce. Vous devez vous réorganiser pour parvenir en commun à alléger les circuits de distribution trop onéreux pour le consommateur. Sinon, vous ne pourrez que de plus en plus difficilement lutter contre les grandes entreprises à succursales qui bénéficient d'un système fiscal dont les inconvénients pèsent par contre sur le petit commerce.

Vous redoutez la fiscalité et avec raison, car elle est lourde. Mais vous n'êtes ni conseillés, ni défendus. Vous devez préférer le forfait — dont le plafond doit être relevé — et utiliser la commission départementale en cas de contestation, mais en envoyant à la commission les meilleurs d'entre vous et les plus compétents.

Vous devez obtenir un véritable abattement à la base et surtout réclamer l'indépendance du contrôle local vis-à-vis d'une administration trop centralisée et qui depuis la création de l'Ecole d'Administration, a perdu tout contact avec le réel. Ceux qui vous parlent de l'impôt-énergie ignorent le véritable problème fiscal.

L'Etat consomme à peu près chaque année le tiers du revenu national ! Que fait l'Etat des sommes que nous lui donnons ? Ces ressources considérables permettraient facilement la réorganisation de l'agriculture, de l'économie, l'augmentation des salaires.

Il est incontestable que l'armée coûte beaucoup trop cher et qu'à l'époque nucléaire les jeunes gens n'ont pas besoin de passer deux ans ou davantage dans les casernes. Il n'est pas admissible qu'un jeune ne sache pas quelle sera la durée du service militaire !

Il faut que la politique d'investissements outre-mer qui ne profite qu'à quelques particuliers, connaisse un terme. Les ressources de la France doivent aller d'abord aux Français. Avant d'investir ailleurs, il faut construire des maisons dans les villes et installer l'eau à la campagne.

Cette politique de progrès et de justice sociale sera celle à laquelle nous contraindrons le Gouvernement si vous nous accordez vos suffrages.

Elle correspond à l'intérêt du peuple français, mais aussi à ce qui constitue le patrimoine spirituel de notre Patrie. L'Egalité entre Français, la Justice pour tous, le respect des lois laïques, la liberté de penser et de croire exigent que cessent les privilèges qui depuis dixans ont pu se constituer au détriment de l'ensemble de la nation avec l'appui de majorités réactionnaires vraies ou dissimulées

Ainsi — et ainsi seulement — sera rétabli l'ordre dans le pays.

ELECTRICES !

N'est- il pas préférable à des bombes atomiques de toute façon insuffisantes ou désastreuses d'utiliser les crédits pour avoir
des logements sains.
des écoles modernes,
des classes de neige,
une formation professionnelle pour jeunes filles et jeunes garçons,
des allocations familiales correspondant au coût de la vie et qui ne soient pas une aumône ?

Et pour vous-mêmes, il est nécessaire qu'après vos droits politiques, soit reconnue par le Code Civil une égalité avec vos maris et vos frères.

C'est cela qui fera la grandeur de notre Nation.

Vous voterez Guy MONCORGÉ

Vu : Le Candidat.

Remplaçant éventuel : Albert ANNE. Vu : Le remplaçant éventuel.

Imp. « Le Mantais » — Mantes